CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

1968 AU BRÉSIL

Marieta de Moraes Ferreira

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Vingtième Siècle. Revue d'histoire »

2010/1 n° 105 | pages 169 à 183

ISSN 0294-1759
ISBN 9782724631685

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-1-page-169.htm

Pour citer cet article :

Marieta de Moraes Ferreira, « 1968 au Brésil », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2010/1 (n° 105), p. 169-183.
DOI 10.3917/ving.105.0169

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.

1968 au Brésil

Presses de Sc. Po. | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

2010/1 - n° 105

pages 169 à 183

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-1-page-169.htm

---

Pour citer cet article :

, 1968 au Brésil , *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2010/1, n° 105, p. 169-183.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sc. Po..

© Presses de Sc. Po.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

1968 au Brésil

Marieta de Moraes Ferreira

On ne soulignera jamais assez la nécessité d'une histoire globale et comparée des « années 1968 », seule à même de saisir la cohérence en même temps que la diversité de ce moment emblématique de l'histoire politique, sociale et culturelle du 20e siècle. En analysant les contextes brésiliens et en replaçant les événements locaux dans la longue durée, Marieta de Moraes Ferreira contribue à cet effort d'interconnexion des analyses historiques. Elle souligne notamment la proximité chronologique du putsch militaire de 1964, le rôle moteur de la jeunesse étudiante et des revendications se rapportant aux conditions de vie dans les universités, et démontre que le durcissement du régime dictatorial à la fin de l'année 1968 s'explique d'abord par la radicalisation des franges les plus répressives de l'appareil militaire, appuyée par de larges pans de la société civile brésilienne.

L'année 1968 est perçue comme le point culminant d'une série de mouvements de jeunesse qui se sont succédé tout au long d'une décennie et ont gagné d'innombrables pays. Des réalités sociales et des conditions économiques diverses ont conduit de jeunes universitaires et lycéens des quatre coins du monde à entrer en rébellion contre les formes traditionnelles de la pratique politique.

Au Brésil, l'année 1968 fut marquée par l'éclosion de luttes étudiantes dans le contexte de durcissement du régime politique militaire, au pouvoir depuis 1964. Officiellement, la promulgation de l'Acte institutionnel n° 5 en décembre 1968, qui en finit avec les dernières règles de fonctionnement qui garantissaient encore un régime fondé sur des principes démocratiques, aurait fait suite à la radicalisation du mouvement étudiant, dont les revendications et les propositions défiaient la ligne dure promue par les militaires brésiliens.

La relecture des événements qui eurent lieu tout au long de cette année ainsi que leur analyse nous conduisent à proposer d'autres interprétations. Au Brésil, et particulièrement à Rio de Janeiro, les affrontements déclenchés par la mort de l'étudiant Edson Luís au mois de mars nous permettent de comprendre les principales revendications, les stratégies du mouvement étudiant, ainsi que ses transformations au long de l'année 1968 sous l'influence des événements internationaux comme la guerre du Vietnam, et enfin son épuisement du fait d'un contexte politique brésilien marqué par des forces diverses qui défendaient, au cours des derniers mois de l'année, l'accentuation de la répression contre les voix de l'opposition au régime [1].

Les universités et le mouvement étudiant

Le Brésil fut l'un des derniers pays d'Amérique latine à consolider son système universitaire.

(1) Les fonds consultés afin d'obtenir des réponses à ces questions sont des Mémoires de *leaders* étudiants, des témoignages produits à divers moments et publiés sur des sites Internet ou dans des livres, et les principaux organes de la presse, les journaux *O Globo*, *Correio da manhã* et le *Jornal do Brasil*.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Tout d'abord, et contrairement à ce qui se passait en Amérique espagnole, l'interdit frappant l'ouverture d'écoles d'enseignement supérieur resta en vigueur sur le territoire de l'Amérique portugaise au cours des trois siècles de la période coloniale. Ce n'est qu'au 19e siècle que de telles institutions firent leur première apparition, de façon isolée. Au 20e siècle, au cours des années 1910-1920, de nombreux pays du continent ont mis en œuvre des réformes universitaires, à l'instar de la première réforme de l'Université de Córdoba en Argentine, en 1918[1]. Au Brésil, il faut attendre les années 1930 pour que soient fondées des institutions qui ambitionnent de créer un réseau intégré d'écoles supérieures, structurant ainsi des universités conformes au modèle aujourd'hui en vigueur : l'Université de São Paulo (USP), fondée en 1934, et l'Université du district fédéral (UDF), fondée en 1935. Il convient ici de rappeler que le district fédéral est alors la ville de Rio de Janeiro, capitale du pays[2].

En réalité, une Université de Rio de Janeiro existait avant la fondation de l'UDF. Elle regroupait diverses facultés isolées dans la capitale, dont les plus importantes étaient celles de droit, de médecine et du génie civil. En juillet 1937, cette Université de Rio de Janeiro devint l'Université du Brésil (UB). Cette décision correspondait au souhait du gouvernement de mettre en place un modèle national et d'établir un système de contrôle de la qualité de l'enseignement supérieur commun à l'ensemble du pays. Or, ce projet grandiose et centralisateur avait fini par étouffer d'autres initiatives plus libérales. C'est ainsi qu'en 1939 l'Université du district fédéral fut formellement dissoute pour être, dans la pratique, incorporée au sein de l'Université du Brésil, et plus précisément à l'une de ses composantes, la faculté nationale de philosophie qui venait d'être fondée[3]. Cette politique universitaire fortement centralisée et fondée sur des prescriptions légales allait être perçue dans les décennies suivantes comme un lourd héritage[4]. En conséquence de quoi, dès les années 1950, l'Université se montra incapable de satisfaire à la demande d'éducation supérieure, et des voix se firent entendre quant à la nécessité d'une restructuration du système.

Si, en 1950, la population brésilienne s'élevait à 51 944 415 habitants, ce nombre fut pratiquement doublé en l'espace de vingt ans, pour atteindre, en 1970, 94 508 554[5]. La décennie 1960 est marquée par une augmentation régulière et conséquente du nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement supérieur, comme le montre le tableau suivant.

Malgré l'augmentation du nombre de places qui est le fait d'une tendance expansionniste déjà réelle au cours de la précédente décennie, l'enseignement supérieur se montre incapable de satisfaire la demande. Ce décalage entre une aspiration croissante à accéder à cet enseignement supérieur et le nombre restreint de places offertes provoqua l'augmentation chaque année des inscrits en sureffectifs, ces étudiants dont les notes leur ouvraient les portes des universités publiques, sans pour autant obtenir de place.

Au début des années 1960, les débats relatifs à l'Université dépassèrent le seul cadre du milieu académique et mobilisèrent progressi-

(1) Helena Bomeny, « A reforma universitária de 1968 : 25 anos depois », *Revista brasileira de ciências sociais*, 26 (9), octobre 1994, p. 51-65, http://www.anpocs.org.br/portal/publicacoes/rbcs _00_26/rbcs26_04.htm.

(2) La capitale du Brésil n'a été transférée à Brasília qu'en 1960. Dès lors, l'ancien district fédéral est devenu l'État de Guanabara. Depuis 1975, la ville de Rio de Janeiro est la capitale de l'État de Rio de Janeiro.

(3) « Universidade do Brasil », in *Diretrizes do Estado novo (1937-1945) : educação, cultura e propaganda*, http://www.cpdoc.fgv.br (24 septembre 2008).

(4) Helena Bomeny, *op. cit*.

(5) Cristina Helena Almeida de Carvalho, « Reforma universitária e mecanismos de incentivo à expansão do ensino privado no Brasil (1964-1981) », mémoire de master en économie, Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP), 2002, p. 38.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Année	Nombre d'inscrits (A)	Nombre de places (B)	Nombre d'inscrits par place	Inscrits en excédent (C=A-B)	Rapport excédents/ inscrits (en pourcentage)
1960	64 637	35 909	1,8	28 728	44,4
1961	70 147	38 971	1,8	31 176	44,4
1962	70 942	47 295	1,5	23 647	33,3
1963	86 716	51 009	1,7	35 707	41,2
1964	97 481	57 342	1,7	35 707	41,2
1965	110 834	58 334	1,9	52 500	47,4
1966	123 379	58 752	2,1	64 627	52,4
1967	183 150	79 630	2,3	103 520	56,5
1968	214 966	89 582	2,4	125 384	58,3
1969	276 904	115 377	2,4	161 527	58,3
1970	328 931	145 000	2,3	183 931	55,9
1971	400 958	239 782	1,7	161 176	40,2[1]

vement d'autres pans de la société. Parmi les questions abordées au cours de ces débats figuraient l'augmentation du nombre de places, autrement dit la démocratisation de l'enseignement supérieur ; l'amplification et l'augmentation du nombre des formations proposées ; la diversification des fonctions de l'enseignement supérieur. Beaucoup continuaient à se battre en faveur d'une substitution des systèmes d'écoles isolées par des programmes universitaires capables de satisfaire aux exigences d'une société démocratique et différenciée. De telles discussions impliquaient diverses composantes de la société brésilienne, et en particulier les étudiants de l'université, dont la principale instance de représentation était alors l'Union nationale des étudiants (UNE)[2].

L'Union fut fondée en 1938, à Rio de Janeiro, et reconnue officiellement par le gouvernement en 1942, alors qu'elle contribuait de façon déterminante au mouvement en faveur de l'entrée du Brésil en guerre aux côtés des Alliés. Outre la participation à des campagnes de portée plus générale, presque toujours de caractère nationaliste, les étudiants se faisaient également entendre sur la question de l'éducation. Ainsi, en 1962, la tenue du 2e Séminaire national de la réforme universitaire à Curitiba, État du Paraná, a-t-elle débouché sur la rédaction de la Lettre du Paraná qui en appelait à la reconnaissance officielle par les statuts de l'Université de la participation des étudiants aux organes collégiaux de décision, à proportion d'un tiers, donnant droit à la parole et au vote[3].

Le putsch militaire du 31 mars 1964 bouscula le contexte dans lequel étaient organisés ces débats, dans la mesure où la violente répression politique qui frappa alors le pays entraîna la désorganisation des mouvements sociaux existants. Dès le premier jour de la dictature qui allait dominer le pays pendant vingt ans, le siège de l'Union nationale des étudiants était saccagé et incendié par des partisans du putsch, avant d'être fermé par le gouverne-

(1) Luis Antonio Cunha, « A expansão do ensino superior : causas e conseqüências », *Debate e crítica*, 5, mars 1975, p. 27-57.

(2) União nacional dos estudantes, http://www.cpdoc.fgv.br.

(3) Memória movimento estudantil, http://www.memoriaestudantil.org.br (24 octobre 2008).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

ment quelques jours plus tard. Pourtant, dès 1965, sont apparues les premières tentatives de réorganisation du mouvement étudiant. Ainsi, une consultation nationale sur la loi Suplicy est organisée. Cette loi, élaborée par le ministère de l'Éducation et de la Culture, avait établi un cadre nouveau pour la représentation des étudiants : en lieu et place de l'Union nationale des étudiants et des Unions étudiantes des États, de nouvelles entités représentatives étaient instituées, le Directoire national des étudiants et les directoires des États, placés sous le contrôle du ministère. La consultation aboutit au rejet par la majorité des organisations étudiantes de la loi comme du contrôle gouvernemental.

Au milieu de l'année 1966, bien que dans la clandestinité, l'Union nationale des étudiants se réunit et élit une nouvelle direction. Dans la deuxième moitié de l'année, les étudiants déclenchèrent une série de manifestations contre le gouvernement dans les principales villes du pays, manifestations qui firent l'objet d'une dure répression. L'année suivante, ces mobilisations connurent un reflux, ce malgré quoi l'UNE réunit néanmoins son 29e Congrès dans l'État de São Paulo. De nombreuses luttes ont été menées au niveau régional, et le mouvement étudiant, peu à peu, a su s'étendre et se structurer à l'échelle nationale. Des questions importantes quant à l'organisation des universités brésiliennes exigeaient des actions réelles et représentaient autant de défis à relever pour les étudiants. Alors que ceux-ci combattaient les accords de coopération entre le ministère de l'Éducation et de la culture et la United States Agency for International Development (Usaid) et dénonçaient les projets de privatisation de l'Université publique, l'Université du Brésil devenait l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), dotée d'une structure modernisée, marquée par la suppression des chaires à vie et la substitution d'un enseignement validé année après année par le système de crédits.

En 1968, les débats au sein et à propos de l'Université gagnèrent une nouvelle dimension. Au début de l'année, un Conseil national réuni à l'initiative de l'Union nationale des étudiants a tenté de définir de nouvelles orientations pour le mouvement étudiant. La méfiance envers le gouvernement et l'opposition à la politique officielle d'éducation ont contribué à rendre le mouvement étudiant plus cohérent, sans pour autant que les formes de la lutte ne soient encore clairement définies : si certains avançaient la possibilité de reprendre les manifestations pour porter dans la rue les contestations politiques, comme en 1966, d'autres préféraient se focaliser sur la question de l'éducation, par l'investissement dans les luttes au sein des écoles. La seconde option finit par s'imposer, sans que les divergences entre les différentes tendances ne s'effacent. Les premières luttes, en janvier et février 1968, ont d'abord mobilisé les inscrits en « excédent » et les habitués du restaurant étudiant de *Calabouço*, qui exigeaient alors la rénovation des installations[1]. Autant de questions concrètes qui débouchaient alors sur la critique du régime.

En mars 1968, le mouvement en faveur de l'augmentation du nombre de places finit par gagner en audience, et ce dans de nombreux États du pays. À São Paulo, les étudiants occupèrent la direction de l'Université de São Paulo et de la Fondation Getulio Vargas. À Rio, le combat pour la réhabilitation du *Calabouço*

(1) Le *Restaurant central des étudiants*, mieux connu sous le nom de *Calabouço*, était un restaurant étudiant qui proposait des repas à un prix modique aux étudiants de Rio de Janeiro. Il était installé à proximité de l'aéroport Santos Dumont, à proximité du centre-ville, au lieu connu sous le nom de pointe de Calabouço. Immédiatement après le coup d'État de 1964, le restaurant fut fermé et occupé militairement par des soldats de l'armée. Bien qu'il fût rouvert, le restaurant ne fonctionnait pas de façon satisfaisante. En 1967, le gouvernement annonçait un plan de démantèlement du restaurant. Les étudiants réclamaient la construction d'un nouveau restaurant avant que la démolition ne soit entreprise. Voir le témoignage d'Elinor Brito recueilli par Ricardo Nicolay et Ivana Ribeiro, Rio de Janeiro, CPDOC/FGV, 2008.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

déboucha sur la constitution du Front uni des étudiants du *Calabouço* (Fuec), dès lors responsable de la promotion des débats et des manifestations organisés afin d'exercer une pression sur le gouvernement sur la question de l'amélioration de l'état général du restaurant.

« Ils ont assassiné un étudiant, cela aurait pu être mon fils »

Le 28 mars 1968, alors que se préparait une manifestation, le *Calabouço* fut envahi par la police, et l'étudiant Edson Luís de Lima Souto fut tué d'un tir en pleine poitrine. Cet événement fit date dans les luttes étudiantes et a soulevé des contradictions et des conflits jusque-là en partie contenus. Quelques organes de presse se firent l'écho de ces événements et des mises en cause du régime. Ainsi, dans le *Jornal do Brasil* du 29 mars, peut-on lire :

> « *Un assassinat pousse les étudiants à la grève nationale*
> La mort de l'étudiant Edson Luís de Lima Souto, d'une balle dans la poitrine, hier à 18 h 30, au cours d'un affrontement qui opposa la PM [police militaire] aux étudiants du restaurant *Calabouço*, a déclenché un mouvement de grève générale au sein de plusieurs facultés de Rio, un mouvement qui devrait s'étendre au reste du pays. […] Ces événements agitèrent la session nocturne à la Chambre des députés […]. Le Congrès national et l'Assemblée législative de Guanabara ont décrété un deuil […]. Tous les établissements d'enseignement de l'État resteront clos aujourd'hui en signe de recueillement à la suite du décès […] conformément à la décision du [gouverneur] Negrão de Lima […]. Pour l'heure, deux versions des faits s'affrontent […]. 1) [Quelques étudiants] prenaient leur repas tranquillement, pendant que d'autres assistaient à un cours, lorsqu'un escadron de la PM, dirigé par un lieutenant du nom d'Alcindo ou Costa, envahit le restaurant et commença à s'en prendre violemment aux étudiants […]. 2) Les étudiants auraient été arrêtés par la PM au cours d'une manifestation contre les retards dans l'avancée des travaux de rénovation du restaurant[1]. »

Ce même jour, un autre journal carioca, le *Correio da manhã*, rendait compte lui aussi des événements de la veille en insistant sur la violence policière :

> « *La PM tue un étudiant*
> La police militaire de Guanabara a transformé hier soir les abords du restaurant du *Calabouço* en véritable scène de guerre […]. Après s'en être pris violemment à des jeunes filles et de jeunes garçons, les policiers les mirent en fuite à coups de fusils, l'un d'eux blessant mortellement Edson Luís de Lima Souto, 18 ans […][2]. »

Le récit de ces deux journaux cariocas de renom témoigne à la fois de versions divergentes aux lendemains des faits et des répercussions de ces faits dans la presse nationale. Même si la censure se faisait alors déjà sentir, les journalistes profitaient encore de marges de manœuvre significatives leur garantissant une certaine

(1) Pour chaque coupure de journal, voir « 40 anos de 1968 : section *Aconteceu há 40 anos...* », http://www.40anosde68.ufrj.br/index.php (30 octobre 2008). Les informations sont extraites des journaux *O Globo*, *Jornal do Brasil* et *Correio da manhã*, entre les mois de mars et d'octobre 1968. Les journaux ont été consultés à la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro.

(2) Le *Correio da manhã* (le journal du matin) est un journal carioca paraissant chaque matin, fondé le 15 juin 1901 par Edmundo Bittencourt et dont le dernier numéro parut en 1974. Considéré comme un journal indépendant, attaché à la légalité et proche de l'opposition, il devint, à un moment donné de son existence, l'un des principaux journaux de la presse brésilienne. Son opposition affichée au régime instauré en 1964 lui valut de subir un rigoureux boycottage économique, tant et si bien qu'il passa à la fin de l'année 1969 sous la tutelle économique d'un groupe lié à l'un des principaux entrepreneurs du bâtiment du pays (Carlos Eduardo Leal, « Correio da manhã », *in* Alzira Alves Abreu *et al.* (dir.), *Dicionário histórico-bibliográfico brasileiro pós-1930*, Rio de Janeiro, FGV/CPDOC, 2001, cd-rom). Le *Jornal do Brasil* est un quotidien de Rio de Janeiro fondé le 9 avril 1891 par Rodolfo de Sousa Dantas et Joaquim Nabuco. Si, sur le plan économique, le journal soutenait les décisions prises par le gouvernement militaire instauré en 1964, sur le plan politique, le journal prenait garde de conserver une certaine neutralité (Marieta de Moraes Ferreira et Sérgio Montalvão, « Jornal do Brasil », in *ibid.*).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

liberté d'expression[1]. Par ailleurs, la divulgation de ces événements suscitait l'effroi et l'indignation.

Elinor Brito, alors président du Front uni des étudiants du *Calabouço*, dissipe quelques doutes quant à la mort d'Edson Luís et confirme l'immense écho que l'événement a rencontré auprès de la classe moyenne, à l'origine de dizaines de manifestations dans tout le pays. Brito raconte que, après la fusillade, les étudiants refusèrent de remettre le corps aux autorités afin de le porter jusqu'à l'Assemblée législative, conscients de tenir là une arme de poids contre le régime militaire. Il nous dit :

> « Le 28 mars, nous avions décidé de faire une marche jusqu'à l'Assemblée législative. Nous savions qu'il allait s'y dérouler un acte solennel, toute la presse était là, il n'y aurait pas meilleur moment ni meilleur endroit pour organiser une manifestation de protestation et de pression. Je ne sais pas s'il y eut des fuites, mais la police fit une descente [au *Calabouço*] pour empêcher à tout prix la manifestation. […] ils essayèrent de nous intimider et firent un véritable massacre. Mais ils ne s'attendaient pas à une telle réaction de notre part, à cette initiative de marcher sans plus tarder vers l'Assemblée. Sauf que nous emportions avec nous le corps ensanglanté de notre camarade assassiné. La mort d'Edson eut une répercussion… C'était le premier assassinat politique clairement établi. La *classe média* était sous le choc. Ce n'est pas un hasard si des dizaines de manifestations ont éclaté dans toutes les grandes villes du Brésil[2]… »

D'après ce récit, confirmé par d'autres témoignages de meneurs étudiants recueillis à l'époque des faits, l'assassinat d'Edson Luís faisait suite à une action de la police en vue d'empêcher la tenue d'une manifestation étudiante depuis le *Calabouço* jusqu'au centre-ville. Or, bien au contraire, cet assassinat exacerba les luttes étudiantes et entraîna une nouvelle vague de protestation. L'émotion suscitée par cet événement est liée au fait que la mort de l'étudiant survint dans un espace contrôlé par les étudiants, et que le corps d'Edson Luís resta donc entre les mains des manifestants. Avant que l'affaire ne puisse être étouffée, les étudiants s'étaient mobilisés et dispersés aux quatre coins de la ville pour relater l'odieux épisode dans les restaurants, les théâtres et les bars. Par ailleurs, la direction étudiante se refusa à remettre le corps du défunt aux autorités afin que l'Institut médico-légal puisse en faire l'autopsie. Conserver le corps et le transporter pour la veillée funèbre à la Chambre municipale, tout en contrôlant l'entrée de la police au sein du bâtiment : voilà comment la dépouille d'Edson Luís devint une arme privilégiée pour amplifier l'écho de l'événement et accuser de crime la dictature militaire.

Au petit matin, le lendemain de la mort de l'étudiant, la place qui faisait face à l'Assemblée législative était occupée par la foule. Des milliers de personnes ont accompagné l'enterrement à Rio de Janeiro, alors que des marches s'organisaient dans le reste du pays. Celles-ci n'étaient que les prémices d'une série de combats qui allaient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Le 1er avril, dans plusieurs villes du pays, des étudiants protestèrent à l'occasion du 4e anniversaire de la dictature militaire. Le lendemain, sous le titre « Un mort, 60 blessés et 200 personnes arrêtées dans le GB[3] : l'Armée occupe la ville », le journal *Correio da manhã*

(1) La presse était régie par une série de dispositifs légaux réunis au sein de la loi numéro 5.250 en vigueur depuis le 14 mars 1967. Ces dispositifs, connus sous le nom de « loi de la presse », avaient pour objectif la régulation des aspects relatifs aux divers organes de communication existants. Malgré cela, de nombreux abus de presse relevaient de la première loi de sécurité nationale, adoptée par le décret-loi numéro 314 en date du 13 mars 1967. (Antonio Costella, « Lei de Imprensa », *in* Alzira Alves Abreu *et al.* (dir.), *op. cit.*)

(2) Témoignage d'Elinor Brito extrait de Daniel Aarão Reis Filho et Pedro Moraes, *1968 : a paixão de uma utopia*, Rio de Janeiro, FGV, 3e éd. rev. et corr. 2008, p. 172-173 ; témoignage recueilli par Ricardo Nicolay et Ivana Ribeiro, *op. cit*.

(3) Ndt : État de Guanabara.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

relatait la répression policière qui s'était abattue la veille sur les manifestants dans le centre de Rio[1].

La semaine suivante, le nouvel événement qui allait mobiliser la jeunesse fut la messe du septième jour[2] en l'honneur d'Edson Luís qui fut organisée à l'église de la Candelária, la plus importante du centre de Rio. Les journaux se faisaient l'écho du climat de tension qui régnait alors et de la possible proclamation de l'état de siège. Les manifestations étudiantes commençaient à mobiliser d'autres secteurs de la société et fustigeaient le pouvoir militaire. Pour sa part, le gouvernement se faisait plus menaçant.

Cependant, les menaces du gouvernement furent impuissantes à décourager la population. L'émotion populaire déclenchée par la mort d'Edson Luís est décrite en ces mots par Vladimir Palmeira, alors président de l'Union métropolitaine des étudiants (UME) :

> « La mort d'un enfant de 16 ans émut tout le monde. Nous savions qu'un jour quelqu'un allait y laisser la vie. Nous pensions qu'il s'agirait de l'un d'entre nous, les *leaders*. Mais il y eut une grande répercussion populaire. Des intellectuels, des prêtres, des politiques, des bonnes sœurs se joignirent à nous. Il y avait des banderoles qui disaient : "Ils ont assassiné un étudiant, cela aurait pu être mon fils." C'était émouvant. Cela montrait que la société aussi se sentait concernée par notre combat[3]. »

Au cours des mois d'avril et de mai le mouvement étudiant redéfinit ses priorités, sans abandonner pour autant le combat. Malgré les effets de la répression, les étudiants multipliaient les manifestations, les meetings éclairs et les actes publics. Jean Marc von der Weid, alors président du Directoire académique de l'École de chimie de l'UFRJ, témoigne de la division du mouvement national en deux courants : l'un, mené par Luís Travassos, président de l'UNE, était opposé au dialogue avec le gouvernement, alors que l'autre, dirigé par Vladimir Palmeira et José Dirceu[4], présidents, respectivement, de l'UME et de l'Union étudiante de l'État de São Paulo, était partisan de la négociation[5].

Ces deux courants reflétaient les liens étroits entre le mouvement étudiant et les organisations et partis politiques de la gauche qui se consolidaient depuis le putsch de 1964. En effet, en 1968, la grande majorité des *leaders* étudiants était liée aux organisations politiques de gauche. Ces partis ont été responsables de la polarisation du mouvement étudiant et témoignaient de cette volonté de « réinventer la politique » à l'initiative de groupes qui, dans le monde entier, étaient à la recherche d'alternatives aux partis communistes et socialistes traditionnels[6]. Au Brésil, deux blocs allaient

(1) Voir *Correio da manhã*, 30 mars 1968.

(2) Ndt : messe anniversaire organisée sept jours après le décès d'une personne, propre au rituel catholique brésilien.

(3) « Nous étions des *leaders* révolutionnaires faibles », dit Vladimir Palmeira dans un entretien accordé à Fabio Schivartche pour le site « G1 o portal de notícias da Globo », 10 mai 2008, http://g1.globo.com (18 octobre 2008).

(4) José Dirceu de Oliveira e Silva (Minas Gerais, 1946-) gagna São Paulo en 1961 afin d'étudier et travailler. En 1965, il commença des études de droit à l'Université pontificale catholique de São Paulo où il s'imposa comme *leader* étudiant, devenant ainsi président de l'Union étudiante des États. Il fut arrêté en 1968 alors qu'il participait au 30e Congrès de l'UNE à Ibiúna (État de São Paulo). L'année suivante, il fut banni du pays. Il revint au lendemain de l'amnistie, en 1979. Dans les années 1980, il participa activement à la fondation du parti des travailleurs. Avec la victoire de Luís Inácio da Silva aux élections présidentielles de 2002, il assuma la charge de chef du cabinet civil de la présidence de la République, poste qu'il occupa jusqu'en juin 2005. Il perdit son mandat cette même année à la suite du fameux « scandale du *mensalão* » [ndt : ce néologisme, qui signifie littéralement « grosse mensualité », est apparu suite à la révélation d'une affaire de pot-de-vin versé par le pouvoir exécutif à des députés afin d'obtenir leur voix au Congrès]. Voir Marieta de Ferreira et Alexandre Fortes (dir.), *Muitos caminhos, uma estrela – Memórias de militantes do PT*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, 2008.

(5) Reis Filho et Pedro Moraes, *op. cit.*, p. 133.

(6) Maria Paula Araújo, *A utopia fragmentada : as novas esquerdas no Brasil e no mundo na década de 1970*, Rio de Janeiro, FGV, 2000, p. 9-12.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

dès lors se confronter : d'un côté, le bloc mené par l'Action populaire (AP)[1], organisation appuyée, bien qu'indirectement, par le parti communiste du Brésil (PC do B) et par le parti communiste brésilien révolutionnaire (PCBR), qui était partisan des luttes de rue contre la dictature militaire. De l'autre, les « dissidences » du parti communiste brésilien (PCB)[2], alliées à l'Organisation révolutionnaire marxiste – politique ouvrière (ORM-Polop)[3], qui préféraient concentrer leurs efforts sur l'organisation de la lutte au sein des écoles et des universités. Au-delà de ces divisions, toutes ces organisations se voulaient révolutionnaires et prétendaient être à l'avant-garde d'un processus historique qui déboucherait inévitablement sur le socialisme. Le mouvement étudiant n'était qu'un terrain d'affrontement, certes le plus important en cette année 1968.

La Marche des cent mille

À compter de la dernière semaine du mois de mai, une nouvelle vague de manifestations d'une intensité inédite portait avec une force accrue les revendications étudiantes. Les luttes se radicalisaient et donnaient lieu à des grèves, à des occupations et à des manifestations de rue au cours desquelles les étudiants exigeaient le dialogue avec le ministère de l'Éducation et de la Culture et les autorités universitaires.

Le 20 juin, les étudiants occupaient la Direction de l'UFRJ, contraignant les professeurs du Conseil universitaire à discuter des problèmes de l'Université dans le pays. Le campus de la Praia Vermelha, où se trouvait la présidence, fut encerclé par la police, qui disait avoir pour ordre d'arrêter les meneurs du mouvement. Quand les étudiants quittèrent la présidence, des centaines d'entre eux furent ainsi placés en détention. Le lendemain, les journaux rendaient compte de ces événements en soutenant ou en critiquant les étudiants et la police : alors qu'*O Globo* dénonçait le radicalisme des premiers et les pressions exercées sur les professeurs de l'UFRJ retenus de force, le *Correio da manhã* critiquait la répression disproportionnée de la police contre des jeunes venus débattre des graves problèmes auxquels était alors confrontée l'Université brésilienne. Voilà ce que l'on pouvait lire dans les colonnes d'*O Globo* :

> « *Des étudiants quittent la présidence et sont appréhendés par la police*
> Acculés au siège du *Botafogo* [club sportif voisin de la présidence], où ils cherchèrent refuge, à la suite de l'opération foudroyante qui vit la présidence et 21 professeurs de l'UFRJ livrés aux mains du "pouvoir étudiant" 8 heures durant, plus de 300 jeunes furent arrêtés et interrogés ce matin à l'aube au Dops[4]. Avant cela, les membres du Conseil universitaire durent rester plus de 3 heures assis sur la scène du Théâtre de l'Arena, contraints de dialoguer avec les élèves[5]. »

(1) L'Action populaire était un mouvement non confessionnel de nature exclusivement politique qui est apparu en juin 1962 à l'initiative de militants venus de l'Action catholique, et en particulier de la Jeunesse universitaire catholique (JUC) et de la Jeunesse étudiante catholique (JEC). À partir de 1964, l'organisation prend de l'importance et assume un penchant marxiste, tout en gagnant en hégémonie jusqu'à s'emparer de la présidence de l'Union nationale des étudiants à plusieurs reprises. Voir Marcelo Ridenti, « O romantismo revolucionário da Ação Popular : do cristianismo ao maoísmo », communication au colloque de la Latin American Studies Association, Chicago, 24-26 septembre 1998, 5 novembre 2008.

(2) Les dissidences étudiantes, autrement appelées « DIs », sont nées de scissions au sein du parti communiste brésilien, principal parti politique représentant de la gauche marxiste jusqu'en 1964. Les dissidences les plus influentes au sein du mouvement étudiant ont été les DIs des États de São Paulo et de Guanabara. Voir Marcelo Ridenti, *O fantasma da revolução brasileira*, São Paulo, Unesp, 1993.

(3) Apparue en 1961 comme une nouvelle dissidence du parti communiste brésilien, l'Organisation révolutionnaire marxiste – politique ouvrière (ORM-Polop) a été l'une des matrices de la gauche révolutionnaire brésilienne et s'est présentée comme une alternative au parti communiste. Dans sa revue la *Polop* (politique ouvrière), de sévères critiques aux thèses du parti étaient formulées. Voir Maria Paula Araujo, *op. cit.*, p. 79.

(4) Ndt : les Départements de l'ordre politique et social (Dops) sont une composante essentielle du dispositif policier au niveau des États.

(5) Journal *O Globo* du 21 juin 1968. *O Globo* est un quotidien d'informations installé à Rio de Janeiro, fondé le 29 juillet

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Les faits relatés par *O Globo* témoignent de l'opinion de ceux pour qui la jeunesse étudiante représentait un élément de désordre social qui, en tant que tel, devait être réprimé. Le regard sur le mouvement étudiant se polarisait progressivement et ce contraste irait grandissant au cours des mois suivants.

Au contraire, le *Correio da manhã* rendait ainsi compte des événements :

> « La violence s'abat sur 2 000 [étudiants]
> Les abords de la place qui fait face au stade du Botafogo furent transformés hier en camp de concentration par la police, avec des soldats armés de fusils et de baïonnettes chargés, tirant, frappant et obligeant plus de 200 étudiants, dont une majorité de jeunes filles, à s'allonger sur le sol […]. Le massacre commis par les policiers commença à 19 heures, lorsque 2 000 étudiants de la Praia Vermelha commencèrent à évacuer les lieux en masse, sans que le président Clementino Fraga n'ait pu au préalable obtenir le retrait de la police. »

Quelle que soit la position exprimée quant à la légitimité ou non de la lutte étudiante, ces comptes rendus contemporains des faits nous donnent à voir l'intensification de la répression et le durcissement du régime.

Ce même 21 juin, les étudiants protestaient dans le centre de Rio contre les événements de la veille, lorsque la police se présenta les armes à la main pour disperser la manifestation. Les affrontements furent violents, selon le récit qu'en fait le *Jornal do Brasil* le lendemain :

> « La lutte gagne les rues de Rio et les étudiants vont poursuivre [le combat]
> Une bataille à coups de fusils, de matraques et de jets de pierres a opposé les étudiants à la police, avec la participation de milliers de personnes depuis les fenêtres des bâtiments alentours, et a paralysé le centre de la ville hier à la mi-journée, et ce 6 heures durant, la bataille se terminant alors sur la mort d'un policier et, probablement, de 2 civils, près de 80 blessés et plus de 1 000 personnes arrêtées. Les étudiants annoncent l'organisation d'une nouvelle manifestation lundi. »

Ou, selon le *Correio da manhã* :

> « Une longue journée de massacre et de morts
> La ville s'éveille aujourd'hui traumatisée après un vendredi dramatique, marqué par de violents affrontements dans les rues, entre les étudiants, la foule et la police […]. Sur les barricades qu'ils avaient établies le long de l'avenue Rio Branco et des rues adjacentes, les étudiants ont affronté, munis de bâtons et de pierres, les tirs de la police, les charges de la cavalerie, les bombes et les coups de pattes des chevaux. Les soldats de la police militaire et les agents du Dops frappèrent sans distinction hommes et femmes, jeunes et vieux. Des enfants, même. »

Le cours suivi par les événements menait droit à l'aggravation de la situation politique et à l'affrontement. D'une part, la violence policière allait croissante ; de l'autre, la réaction des étudiants, faute de voir leurs revendications satisfaites, se faisait agressive, comme l'attestent les attaques à coups de bâtons et à jets de pierres ainsi que l'édification de barricades. Le 21 juin resta célèbre comme le « vendredi sanglant ». Quelques étudiants y laissèrent la vie, on estime que plus de 1 000 personnes ont été arrêtées. La police non plus n'en sortit pas indemne : en plus de la mort d'un soldat, 10 fourgons furent incendiés. La radicalisation politique entraîna de fait la banalisation des affrontements entre les policiers et les étu-

---

1925 par le journaliste Irineu Marinho. À la suite de la mort de son fondateur, le journal passa sous l'administration de son fils Roberto Marinho, qui n'eut de cesse d'agrandir l'entreprise en investissant et en acquérant d'autres médias. Considéré comme un journal conservateur, *O Globo* a soutenu le coup d'État de 1964. À cette époque, la famille Marinho commençait à étendre l'emprise des entreprises Globo, avec l'inauguration, une année après le coup d'État, de la chaîne *TV Globo*, consolidant ainsi sa domination dans le domaine des médias au Brésil. (LEAL, Carlos Eduardo et Sérgio Montalvão, « Globo, O », *in* Alzira Alves de Abreu et Isabel Beloch (dir.), *op. cit.*, vol. 3, p. 2540-2549.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

diants. L'émotion suscitée par la mort de nouveaux étudiants n'atteignit pas celle qui fit suite au décès d'Edson Luís. Les affrontements avaient lieu dans la rue, où les étudiants souffraient d'un désavantage évident et n'avaient guère la possibilité de s'emparer et de conserver les corps des nouvelles victimes. Ceux-ci étaient transportés vers les hôpitaux puis enterrés sans que l'opinion publique puisse les identifier afin de leur rendre hommage et ainsi en faire les symboles de la lutte contre l'arbitraire du régime militaire.

C'est dans ce contexte de recrudescence de la violence policière et des réactions des étudiants que Vladimir Palmeira définit les conditions du dialogue :

> « D'autre part, ce vendredi sanglant, le 21 juin, est la conséquence de notre souhait de porter nos revendications jusqu'au ministère de l'Éducation, qui se refusait à débattre avec nous. Nous organisâmes deux ou trois manifestations devant le MEC [ministère de l'Éducation et de la Culture], mais l'entrée était toujours occupée par la police. Alors, nous avons décidé de montrer notre détermination au dialogue et d'occuper le MEC ; c'est alors que la situation est partie en vrille. Nous n'avions pas d'alternatives. Car le mois de juin était celui des examens. Ou nous agissions ainsi ou nous attendions le mois d'août. Nous nous sommes donc rendus au MEC pour occuper les lieux, et de là a éclaté l'affrontement qui allait déboucher sur la manifestation des cent mille. De telle sorte que la Marche des cent mille incarne, dès l'origine, à la fois la lutte en faveur des revendications immédiates des étudiants et notre résolution à porter ces revendications aux portes du ministère de l'Éducation et de la Culture [1]. »

À la suite des nombreux affrontements violents entre les étudiants et les forces de police, une grande marche est convoquée pour le 26 juin ; marche pendant laquelle le gouvernement de l'État de Guanabara, cédant aux pressions de l'opinion publique, s'était engagé à retirer la police des rues. La proposition d'une telle trêve et la tentative d'ouvrir une voie de négociation entre les étudiants et les militaires par le gouvernement d'État étaient la conséquence, dans une large mesure, des affrontements violents qui se multipliaient et qui livraient jour après jour leur lot de morts, de blessés et d'arrestations. En réponse aux pressions croissantes devant cette escalade de la répression, le gouvernement s'était résolu à autoriser la marche convoquée par les étudiants, les prêtres, les artistes et les professeurs.

La manifestation qui eut lieu dans le centre de Rio de Janeiro le 26 juin est restée célèbre sous le nom de Marche des cent mille. Outre les étudiants, nombre d'intellectuels, d'ouvriers, de membres des professions libérales et de religieux y participèrent. La marche se déroula dans le calme. Le lendemain, le *Correio da manhã* relatait cet événement :

> « *La marche du peuple réunit 100 000 [personnes]*
> Plus de 6 heures durant, plus de 100 000 cariocas ont protesté contre le gouvernement, soutenant ainsi le mouvement des étudiants qui, comme prévu, se déroula sans incidents ; des dizaines de discours d'universitaires, d'ouvriers, de professeurs et de prêtres se sont succédé […]. Le ministère de la Sécurité a informé que personne ne fut emprisonné, mais le Dops arrêta 5 étudiants pris en train de distribuer des tracts. »

O Globo, plus proche du régime, préférait insister quant à lui sur la libéralité du gouvernement qui avait autorisé la tenue d'un tel événement :

(1) Entretien avec Vladimir Palmeira, cité dans Reis Filho et Pedro Moraes, *op. cit.*, p. 119 ; témoignage de Vladimir Palmeira recueilli par Marieta de Moraes Ferreira et Alexandre Fortes pour le projet Mémoires des militants du parti des travailleurs, Rio de Janeiro, Fundação Perseu Abramo/CPDOC/FGV, 2005 (document en possession de l'auteur).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

> « *Marche sans incidents*
> Des intellectuels, des représentants du clergé, des artistes et des mères se sont joints hier aux étudiants au cours d'une grande manifestation publique […]. Les manifestants eurent toute liberté d'action et se conformèrent à l'appel des autorités, ce qui explique qu'aucun incident ne fût à déplorer, la répression policière s'avérant ainsi inutile. »

À cette occasion, une commission, dite des Cent mille, fut créée afin de négocier avec le gouvernement la libération des étudiants emprisonnés, la fin de la répression policière et de la censure de la production artistique. La commission n'a pas obtenu le succès escompté, en raison de la mauvaise volonté d'un gouvernement peu enclin au dialogue et de la fragile coalition des mouvements d'artistes et d'intellectuels. Malgré tout, cette initiative peut être analysée comme une tentative d'organisation populaire d'opposition. Vladimir Palmeira reprend les différentes étapes de la mobilisation et commente les dimensions prises par le mouvement :

> « La Marche des cent mille a fait suite à trois jours de manifestations. Nous avons fait usage pour la première fois de la violence pour montrer notre volonté de résoudre les problèmes de l'Université. Nous avons utilisé des bâtons, des pierres, des cocktails Molotov, nous avons monté des barricades dans l'avenue Rio Branco, à Rio. Ensuite quelques-uns mirent le feu à un fourgon de l'armée. On en est même venu aux mains avec la police. Les jours qui suivirent, on occupait la présidence de l'Université fédérale, obligeant le Conseil universitaire à dialoguer avec nous. On exigeait la démocratisation et la transformation du cursus universitaire. Mais à cette époque il n'était pas possible de séparer la politique du gouvernement dictatorial de la question de l'Université : les deux étaient liées. La répression s'abattit sur nous, nous organisâmes une autre manifestation, sûrs de subir à nouveau les foudres de la répression. On en appela à une grande manifestation, qui allait être celle des cent mille. Nous venions avec nos revendications, mais l'éventail des participants était tel que la manifestation étudiante se transforma en une marche contre la dictature. »

Le mouvement étudiant connut un certain reflux au début du second semestre, stoppé dans son élan par la résistance des autorités rétives à la négociation et divisé par les rivalités internes entre les divers courants dans le contexte de la préparation du 30e Congrès de l'Union nationale des étudiants. Jean Marc van der Weid considère que ces divergences au sein de l'UNE étaient un héritage du congrès qui s'était tenu l'année précédente à São Paulo. Luís Travassos, lié à l'Action populaire, proposait que le 30e Congrès soit organisé dans l'État de Minas Gerais, alors que les « dissidents » bataillaient pour qu'il soit organisé à São Paulo, sous le contrôle de José Dirceu. L'enjeu était de taille, puisque le congrès devait élire la nouvelle direction de l'UNE. L'État de Minas Gerais était, selon Jean Marc, la tête de pont de l'AP, alors qu'à São Paulo le congrès se serait tenu sous l'égide de José Dirceu, candidat à la présidence sous la bannière de l'opposition.[1]

Par ailleurs, la répression s'intensifiait et l'emprisonnement des meneurs contribuait à la déstructuration du mouvement étudiant. Les journaux relataient ces tentatives d'organisation du mouvement afin de faire face à la réaction et aux persécutions, mais chaque mobilisation était l'occasion d'une répression accrue de la part de la police.

Le Congrès d'Ibiúna

C'est dans ce contexte que les étudiants ont décidé d'organiser clandestinement le 30e Congrès de l'Union nationale des étudiants à

(1) Entretien avec Jean Marc van der Weid, cité dans Reis Filho et Pedro Moraes, *op. cit.*, p. 137-138.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Ibiúna, dans l'État de São Paulo. Ouvert le 11 octobre, le congrès fut dissout par la police dès le lendemain. La revue *Veja* en date du 16 octobre relate cette tentative malheureuse et rend compte des dissensions au sein de l'UNE :

> « L'ex-UNE, confrontée à ses propres dissensions quant au véritable rôle qu'elle voulait jouer, se trouve aujourd'hui face à de nouveaux problèmes. S'affrontaient deux orientations principales : le mouvement étudiant devrait-il se concentrer sur les problèmes de l'Université et, à travers ces problèmes, dénoncer le système et les structures, ou devrait-il plutôt accompagner une campagne politique de dénonciation systématique de tous les actes attentatoires commis par les "ennemis du peuple, la dictature et l'impérialisme" ? La première orientation, défendue par Vladimir Palmeira et son candidat à la présidence José Dirceu, était qualifiée de "lutte revendicatrice". La seconde, de Luís Travassos, alors président de l'ex-UNE, et de son candidat, Jean Marc van der Weid, était qualifiée de "lutte politique"[1]. »

À l'exception du *Correio da manhã*, les autres organes de presse avaient tendance à parler de l'organisation étudiante comme de l'« ex-UNE », allusion à sa clandestinité :

> « *La police encercle le Congrès de l'UNE et arrête plus de 1 000 étudiants*
> L'ensemble des *leaders* étudiants opposés à l'actuel régime – plus de 1 000 étudiants venus de tous les États – ont été arrêtés hier, à São Paulo, lorsqu'un contingent de 120 soldats de la Force publique, appuyé par 50 agents du Dops, a interrompu et aussitôt dissous le 30e Congrès de l'UNE, qui se tenait alors clandestinement à Ibiúna[2]. »

Il n'existe guère de consensus quant au nombre exact d'étudiants arrêtés à Ibiúna, mais il est clair que l'ensemble des *leaders* étudiants du pays ont été emprisonnés et fichés par la police. La lecture des journaux de l'époque nous permet ainsi de mieux comprendre le déroulement des événements au cours de ce tragique mois d'octobre. Pour de nombreux militants, l'organisation du congrès dans de telles conditions fut une erreur, dans la mesure où le local n'était pas équipé pour recevoir les *leaders* étudiants. Le fait est que les divisions au sein du mouvement étudiant allaient croissantes, comme grandissaient les divergences quant à la manière de combattre la dictature militaire.

Le Congrès d'Ibiúna marque le point final d'un processus politique de contestation porté par le mouvement étudiant depuis 1966, processus dont l'intensité redoubla aux lendemains de la mort de Edson Luís en avril 1968. Le mouvement, alors plus ample, finit par s'essouffler. Pour les dirigeants préoccupés par le déclin apparent du mouvement étudiant, la seule option valable pour combattre la dictature et poursuivre l'action en faveur de la révolution socialiste était désormais la lutte armée. Deux organisations s'étaient déjà lancées dans cette voie : l'Action libératrice nationale (ALN) et l'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR). Celles-ci préparaient des actions de guérilla et avaient pour cela, avant même l'année 1968, commencé à récolter des fonds, exproprier des armes et lancer des actions de propagande[3].

L'Acte institutionnel n° 5

Le dernier acte d'une année fort agitée au Brésil allait avoir lieu le 13 décembre 1968. Dans le climat d'agitation qui gagnait tout le pays

(1) « Le congrès interrompu », *Veja*, 6, 16 octobre 1968, http://veja.abril.com.br/arquivo_veja/capa_16101968.shtml (1er octobre 2008).

(2) *Correio da manhã*, 13 octobre 1968.

(3) Voir les témoignages de José Dirceu et Wladimir Palmeira accordés à Marieta de Moraes Ferreira et Alexandre Fortes pour le projet Mémoires des militants du parti des travailleurs, Rio de Janeiro, Fundação Perseu Abramo/CPDOC/FGV, 2005 (document en possession de l'auteur).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

depuis la fin du mois de mars, le 30 août, l'Université fédérale de Minas Gerais fut contrainte de fermer ses portes et l'Université de Brasília (UnB) fut envahie par la police militaire, qui s'en prit violemment à de nombreux étudiants. Cet événement rencontra un écho au Congrès national lorsque, le 2 septembre, le député Marcio Moreira Alves prononça un discours devant la Chambre afin de protester contre l'invasion de l'UnB. Il affirma ouvertement dans ce discours que les « hautes sphères militaristes » maintenait le pays sous un régime d'oppression et appelait les Brésiliens à participer au « boycottage du militarisme » en boudant les fêtes commémoratives de l'Indépendance le 7 septembre [1]. Les ministres membres de l'armée dénoncèrent l'offense faite « aux honneurs et à la dignité des forces armées » et, le 12 octobre, le procureur général de la République exigea que le mandat du député soit cassé. Le tribunal fédéral suprême fit parvenir à la Chambre la demande d'autorisation afin de poursuivre Moreira Alves ; demande qui serait rejetée le 12 décembre. La réponse du gouvernement ne se fit pas attendre : l'Acte institutionnel n° 5 (AI-5) fut promulgué dès le lendemain. L'épisode du discours de Márcio Moreira Alves ne fut qu'un prétexte, puisque les mesures édictées par l'Acte étaient promues par les militaires depuis le mois de juillet [2].

L'AI-5 rendait dès lors impossible toute restructuration du mouvement étudiant, puisque l'état d'exception était instauré. À la différence des actes institutionnels précédents, aucune échéance n'était précisée et aucune limitation de cet état d'exception n'était mentionnée. José Genoíno, président de la Direction centrale des étudiants de l'Université fédérale du Ceará en 1968, décrit de la manière suivante l'impact du AI-5 sur le mouvement étudiant :

> « Et alors est apparu l'AI-5… exactement. L'AI-5 fut promulgué au cours de la nuit. Le lendemain matin, on put encore organiser quelques meetings éclairs. Mais nous n'avions déjà plus de force, les meneurs s'étaient enfuis, et l'heure des représailles était arrivée. Quelques temps plus tard, le décret n° 477 entrerait en vigueur, qui autorisait les expulsions, mais l'année 1968 appartenait déjà au passé [3]… »

L'historien Daniel Aarão Reis affirme que, si l'année 1968 est d'abord perçue sur le plan international comme un moment de libération des mœurs, cette tendance n'était pas prédominante au sein du mouvement étudiant brésilien, dont la nature était fondamentalement politique et syndicale [4]. Bien qu'un grand nombre d'étudiants ait été réceptif aux nouveaux comportements et styles de vie, la préoccupation première des *leaders* et des militants les plus radicaux était autre. La confrontation avec la dictature et l'engagement dans les projets de révolution socialiste étaient les principaux étendards portés par les *leaders* du mouvement.

Les raisons du déclin rapide du mouvement étudiant ne sont pas encore clairement établies mais, selon José Genoíno :

> « [Ce déclin est né du manque d'une] solution adéquate capable de faire le lien entre la lutte politique générale contre la dictature, pour la liberté, en faveur de réformes d'ordre général, et la problématique spécifique à la crise de l'Université dans les années 1960 […]. Le mouvement occupait le terrain, mais il arrivait à un moment où cette occupation s'épuisait […]. L'avant-garde du mouvement

(1) Márcio Moreira Alves, discours prononcé le 2 septembre 1968, http://www.marciomoreiraalves.com (30 octobre 2008). Le 7 septembre est le jour de la fête nationale au Brésil.

(2) Vera Calicchio et Dora Flaksman, « Atos institucionais », *Dicionário histórico bibliográfico brasileiro*, http://www.cpdoc.fgv.br (25 octobre 2008).

(3) Témoignage de José Genoíno, cité dans Reis Filho et Pedro Moraes, *op. cit.*, p. 180.

(4) Témoignage de Daniel Aarão Reis recueilli par Angélica Müller et Ana Paula Goulart le 5 juillet 2005, cité dans « Memória do movimento estudantil », http://www.mme.org.br (25 octobre 2008), p. 17.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

eut tendance à vouloir réoccuper le terrain, mais elle était alors déjà éloignée de la masse étudiante et même de l'ensemble de la société[1]. »

Bien que la conjoncture internationale ait pu alors apparaître comme un encouragement au mouvement de contestation des jeunes Brésiliens, il semble, au regard de la grande majorité des témoignages cités, que l'année 1968 au Brésil se caractérise d'abord par la lutte des étudiants contre la dictature militaire ; lutte dont les priorités divergeaient, avec d'un côté les revendications portant d'abord sur la modification du système de l'enseignement supérieur et l'augmentation du budget de l'enseignement public, et de l'autre la priorité donnée à la lutte contre le régime militaire et la répression, qui put s'attirer la sympathie d'autres secteurs de la population, comme les intellectuels, les artistes ou les ouvriers.

Le grand événement international qui influença les jeunes Brésiliens dans leur combat contre le régime fut la guerre du Vietnam. En avril 1968, des étudiants états-uniens s'étaient révoltés et avaient occupé les universités afin de dénoncer la guerre du Vietnam et la possibilité d'être enrôlés dans ce conflit. À la fin du mois, les manifestations contre la guerre suscitèrent de grandes mobilisations dans dix-sept villes des États-Unis. La guerre atteignait alors son point culminant, plaçant sous les projecteurs le petit peuple asiatique qui défiait alors l'hégémonie de la plus grande puissance mondiale. Il s'agissait, dans le même temps, d'une guerre suivie de près par les médias. Chaque événement était suivi dans le monde entier, et la violence subie par la population civile vietnamienne était dénoncée par l'opinion publique.

Selon les dires de José Genoíno :

« Notre génération semblait alors à la recherche d'un nouveau projet, non seulement en termes d'idées et de valeurs, mais aussi de façon très concrète. Par exemple, je trouve que la guerre du Vietnam a eu un poids considérable. Ici, dans l'État du Ceará, on a organisé, comme dans le reste du Brésil, une semaine de solidarité avec le Vietnam. Ce fut l'affaire de tous : mobilisation dans les écoles, discussions, un jury réuni à la faculté de droit, un tribunal pour condamner la guerre ! Tout le monde participait[2]. »

Une autre remarque essentielle à la compréhension de l'année 1968 au Brésil est le lien entre le mouvement étudiant et la promulgation de l'AI-5. En décembre 1968, le mouvement étudiant était déjà sur le déclin et ne représentait plus guère une menace. Les forces conservatrices affirmaient pourtant que le durcissement du régime était, au fond, la conséquence de la montée des contestations étudiantes et des rapprochements qui s'opéraient entre cette mobilisation et les organisations armées qui voulaient mener une révolution socialiste sur le territoire. Dès lors, l'AI-5 était bien plus la conséquence du renforcement des secteurs les plus radicaux des forces armées, favorables à l'approfondissement de l'action de ces militaires qui se présentaient comme les « forces révolutionnaires », qu'une simple réaction à la mobilisation étudiante. Bien que, selon certains témoignages, la présence au sein du mouvement étudiant de partisans de la lutte armée bien décidés à vaincre la dictature et faire la révolution socialiste fût avérée, la grande majorité des étudiants se mobilisait autour des revendications portant sur le budget, la réforme universitaire et la suppression de la censure. Le choix définitif de la lutte armée fut la conséquence de cette impossibilité de faire de la politique au sein d'un espace ouvert et légal.

De nombreuses commémorations ont été organisées au Brésil en 2008. Les grandes questions politiques du passé sont revenues au premier plan et l'un des principaux débats

(1) Témoignage de José Genoíno, cité dans Reis Filho et Pedro Moraes, *op. cit.*, p. 181-182.

(2) *Ibid.*, p. 181.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

a concerné le soutien apporté par de larges pans de la société brésilienne à la promulgation de l'AI-5 et au régime militaire. Au cours des années 1970, des secteurs clés de la société ont été partisans de la consolidation du régime en soutenant avec exaltation le projet du Grand Brésil, le miracle économique brésilien et la répression des voix de l'opposition.

(traduit du portugais par Sébastien Rozeaux)

Marieta de Moraes Ferreira, Centro de pesquisa e documentação de história contemporânea do Brasil da Fundação Getulio Vargas (CPDOC-FGV), 22253-900, Rio de Janeiro, Brésil.

Marieta de Moraes Ferreira est docteur en histoire de l'Université fédérale Fluminense et a effectué un séjour post-doctoral à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Elle est actuellement chercheuse au Centre de recherche et de documentation d'histoire contemporaine du Brésil (CPDOC-FGV), professeur au département d'histoire de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), directrice des Éditions de la Fondation Getúlio Vargas et rédactrice en chef de la *Revista brasileira de história.* Elle a publié de nombreux travaux sur l'histoire contemporaine du Brésil, l'histoire orale et l'histoire de Rio de Janeiro. (Marieta.Moraes@fgv.br)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 201.39.147.25 - 16/04/2018 18h49. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)